

**Italie - Réponses de Mme Nathalie
Loiseau, ministre chargée des
affaires européennes, à des
questions au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 06 mars 2018)

Monsieur le Député, vous avez raison, le scrutin du 4 mars dernier en Italie a ouvert une période d'incertitude. D'abord, parce que personne n'a gagné, aucun parti ni coalition de partis n'ayant obtenu la majorité absolue. Personne n'a gagné, et les partis traditionnels ont marqué, une fois de plus, leur épuisement.

Nous avons surtout constaté la montée et la poussée de forces extrémistes, eurosceptiques ou antisystème. Ce pays fondateur de l'Union européenne est dans une phase de déception vis-à-vis du projet européen. Ce pays a connu une crise économique et sociale majeure, marquée par un niveau de chômage élevé.

C'est un pays qui, face à un afflux migratoire très élevé, s'est senti abandonné par l'Union européenne.

Ces résultats, comme ceux d'autres scrutins récents en Europe, traduisent des doutes et des interrogations vis-à-vis de la construction européenne. C'est précisément pour relever ce défi et aller vers une Europe plus protectrice que, sous l'impulsion du président de la République, des travaux de refondation de l'Europe sont en cours depuis l'automne. Les élections en Italie rappellent, s'il en était besoin, combien ces efforts de réforme en profondeur sont indispensables.

Mais il serait vain de vouloir réformer l'Europe sans les citoyens, et il faut au contraire leur donner la parole. C'est ce que nous ferons, entre avril et octobre 2018, en organisant ensemble, dans vingt-six pays européens, des consultations citoyennes sur l'Europe, pour entendre ce que les populations ont à dire sur l'Union européenne, ce qu'elles apprécient, mais aussi leurs critiques et leurs propositions.

Rien ne serait plus dangereux que de laisser les extrémistes prétendre : "Je suis le peuple !"../.

Monsieur le Député, je partage entièrement votre diagnostic. Ce qui s'est passé en Italie dimanche dernier et ce qui se passe partout à travers le continent à l'heure actuelle, ce n'est pas une envie de moins d'Europe, ce n'est pas un rejet de l'Europe; c'est l'envie d'une Europe

différente d'une Europe qui réponde à l'idéal de ses valeurs fondatrices et d'une Europe qui sache davantage qu'à présent protéger ses citoyens. C'est une Europe qui, après le projet de ses fondateurs de ramener la paix et la réconciliation sur le continent, et après la réussite de la réunification entre l'Est et l'Ouest, doit être aujourd'hui capable de démontrer qu'elle sait humaniser la mondialisation.

C'est ce que le président de la République a proposé à l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne dans le discours de la Sorbonne, en mettant en avant l'agenda d'une Europe qui protège, d'une Europe toujours ouverte aux avancées commerciales mais moins naïve et plus capable de protéger ses entreprises, d'une Europe qui sache faire face à des flux migratoires avec davantage d'humanité et de responsabilité, d'une Europe qui sache accompagner la transition écologique, d'une Europe qui sache apporter à la transition numérique davantage de protections, par exemple sur les libertés et les données personnelles.

Bref, une Europe qui relève le défi des attentes toujours plus fortes des Européens et qui sache être à la hauteur de leurs demandes./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)